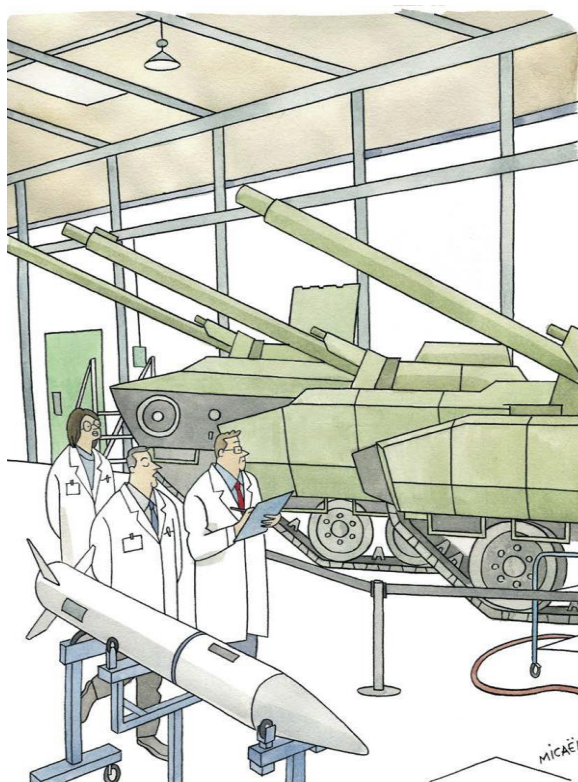


Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°19

Juillet-septembre 2020

Guerres et armes



-TOUT EST FABRIQUÉ DANS LE PLUS GRAND
RESPECT DES RÈGLES SANITAIRES .

Siné mensuel

Table des matières

Armes wallonnes interdites.....	3
Commerce des armes : contre-vérités et omissions de la Wallonie	4
Avec l'appui nécessaire de l'extrême droite et contre les Nations Unies, la Belgique se lance à nouveau dans une aventure militaire illégale.....	6
Allemagne. Le SPD ne veut plus des armes nucléaires étasuniennes	7
La grande illusion de la paix par le commerce	8
Pandémie de la dépense militaire (II Manifesto)	10
Un rapport souligne le lien direct entre le changement climatique et le militarisme	11
Manœuvres stratégiques derrière la crise du Coronavirus.....	13

Armes wallonnes interdites



Une **décision capitale** a été prise le 9 mars 2020 par le Conseil d'État belge. Il a en effet rendu un arrêt consacrant la **suspension de 17 licences d'exportation d'armes wallonnes** vers l'Arabie saoudite, suite à un recours soutenu par plusieurs associations, dont Amnesty International.

Le Conseil d'État a en effet jugé que ces ventes d'armes, autorisées en décembre 2019 par le Ministre-président wallon Elio Di Rupo, **violait la législation wallonne**. Cette dernière oblige les autorités wallonnes à s'assurer du respect du droit humanitaire et des droits humains par le pays destinataire au moment d'octroyer des licences d'exportation d'armes, mais la Région wallonne a failli à cette obligation. Elle a autorisé des ventes d'armes qui pourraient être utilisées par l'Arabie saoudite au Yémen pour commettre des crimes de guerre, dans le cadre du conflit dont nous « fêtons » aujourd'hui **le triste cinquième anniversaire**.

Cette victoire juridique, c'est aussi la vôtre. Merci pour votre mobilisation qui, petit à petit, porte ses fruits. La Région wallonne doit maintenant respecter cette décision et annoncer l'arrêt définitif de toute vente d'armes aux pays violant gravement les droits humains et le droit international humanitaire. Tant que cela ne sera pas le cas, nous continuerons de mener campagne. N'hésitez pas à inciter celles et ceux qui n'auraient pas encore signé la pétition à le faire :

(http://r.newsletter.l.amnestyinternational.be/mk/cl/f/OzGQ2WEypg-8sbPToDAPCPgNI ZD0ipYi2RZvmbNCw32dmjxHQaxSuSWnJYrHHI-S4rVJWeKwnpmfHrk0FUlfitte6FiZblh5D_n4GEpYIB0muA_phjYVHcpRrSiwDIbfA4oaXbLlzi5Y4EQkhFRwY9zNk54EUXIrlpQ8qtDMLpMo6OWs2K4T8pJBT5OKt_qW2V5shUVLWWeqLienayBQ89qu8nrgwhhaPwwEoy4g4ffAu_z7mfYFVL6EeDpDenvKUrg) !

Un grand merci, et prenez soin de vous.

AMNESTY INTERNATIONAL BELGIQUE FRANCOPHONE

Commerce des armes : contre-vérités et omissions de la Wallonie



Ce mercredi, à l'occasion du sixième anniversaire de la ratification du Traité sur le commerce des armes (TCA) par la Belgique, Amnesty International rend publique la nouvelle édition de l'Observatoire des armes wallonnes, qui met en évidence des éléments prouvant une nouvelle fois que la Région wallonne fait preuve d'opacité pour contourner ses obligations découlant du TCA et transférer des armes à des États qui commettent de graves violations des droits humains ou du droit international humanitaire, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou l'Égypte.

« On constate une contradiction flagrante entre les déclarations de Monsieur Di Rupo, ministre-président de la Région wallonne, et ce qui figure effectivement dans les rapports du gouvernement wallon lui-même et de la Banque Nationale de Belgique, explique Philippe Hensmans, directeur de la section belge francophone d'Amnesty International. Le ministre-président a en effet déclaré au Parlement wallon que, depuis 2017 [1], la Wallonie n'exportait plus d'armes ou de munitions aux forces armées des Émirats arabes unis alors que les rapports indiquent que du matériel militaire wallon a bien continué à affluer vers cet État. »

En effet, Amnesty International a déterminé dans l'Observatoire des armes wallonnes, notamment via ces deux rapports, que, depuis le début de l'année 2018, des exportations réelles d'armes wallonnes vers les Émirats arabes unis ont été enregistrées pour une valeur totale de 22 578 163 €. L'organisation de défense des droits humains rappelle par ailleurs que cet État détourne des armes au profit de milices au Yémen et qu'il est membre de la coalition menée par l'Arabie saoudite, soupçonnée de commettre de crimes de guerre dans ce même pays.

« On constate une contradiction flagrante entre les déclarations de Monsieur Di Rupo, ministre-président de la Région wallonne, et ce qui figure effectivement dans les rapports du gouvernement wallon lui-même et de la Banque Nationale de Belgique »

Amnesty International, via l'Observatoire des armes wallonnes, constate également que l'Arabie saoudite demeure le principal client de la Région wallonne, alors même que la Commission d'avis a rendu des avis défavorables à l'exportation d'armes vers ce pays, comme l'a spécifié le Conseil d'État dans son arrêt du 9 mars 2020 : « la Commission d'avis consultée par le gouvernement wallon [...] a rendu des avis défavorables sur le respect des critères 2, 4 et 6 [...] de la Position commune (de l'Union européenne) ».

Pour le seul mois de décembre 2019, les exportations directes d'armes wallonnes vers le Royaume saoudien se sont en effet élevées à près de 70 millions d'euros. À ce montant, il convient d'ajouter les importations canadiennes de « chars et automobiles blindées de combat, armés ou non ; leurs parties », qui représentent près de 208 millions d'euros et concernent pour la plus grande partie des tourelles-canon assemblées sur des véhicules blindés destinés aux gardes royale et nationale saoudiennes.

« Malgré l'engagement du gouvernement wallon à respecter le droit et un appel d'Elio Di Rupo à respecter le décret wallon sur le commerce des armes, le ministre-président a complètement négligé les avis défavorables de la Commission d'avis concernant l'exportation d'armes wallonnes vers l'Arabie saoudite en signant de nouvelles licences d'exportation à destination de Riyad. Il a fallu une intervention du Conseil d'État en mars dernier pour que soient suspendues 17 licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite signées par Monsieur Di Rupo », indique Philippe Hensmans.

Amnesty International rappelle également dans l'Observatoire des armes wallonnes que, entre 2006 et 2018, ce sont près de 2,7 milliards d'euros d'exportation directe qui ont été autorisées à destination de l'Arabie saoudite. Par ailleurs, l'exportation au Canada depuis 2014 de tourelles-canon destinées à compléter des véhicules blindés vendus à Riyad avoisine un montant qui s'élèverait à 1,4 milliard d'euros.

« Malgré l'engagement du gouvernement wallon à respecter le droit et un appel d'Elio Di Rupo à respecter le décret wallon sur le commerce des armes, le ministre-président a complètement négligé les avis défavorables de la Commission d'avis concernant l'exportation d'armes wallonnes vers l'Arabie saoudite »

L'organisation pointe enfin que l'Égypte, responsable de graves violations des droits humains sur son propre sol et membre de la coalition menée par l'Arabie saoudite active dans le conflit armé en cours au Yémen, a bénéficié en 2017 et en 2018 de licences d'exportation d'armes octroyées par la Région wallonne pour une valeur totale de 9 572 923 €.

Complément d'information

En décembre 2019, Amnesty International s'est jointe avec quatre autres organisations au Centre européen pour les droits de l'homme et constitutionnels pour demander à la Cour pénale internationale de mener une enquête afin de savoir si la responsabilité pénale de hauts dirigeants d'entreprises et de gouvernements européens peut être engagée en ce qui concerne la fourniture d'armes utilisées par des membres de la coalition menée par l'Arabie saoudite pour commettre de possibles crimes de guerre au Yémen.

Une version mise à jour de l'Observatoire des armes wallonnes est disponible sur le site de la section belge francophone d'Amnesty International. Initiative de la société civile, l'Observatoire des armes wallonnes vise à ce que la Région wallonne rende des comptes par rapport à ses obligations en matière de commerce des armes, particulièrement aux exportations à destination des pays impliqués dans la guerre au Yémen, ainsi qu'à d'autres pays qui commettent de graves violations du droit international humanitaire et des droits humains.

AMNESTY INTERNATIONAL

Note

[1] <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=94990>

Avec l'appui nécessaire de l'extrême droite et contre les Nations Unies, la Belgique se lance à nouveau dans une aventure militaire illégale

Ce mardi 09 juin, une majorité des Députés de la Commission « Défense » de la Chambre s'est exprimée en faveur du réengagement de 4 bombardiers F16 et de 95 militaires en Irak et en Syrie pour une période d'un an pour des missions de reconnaissance ainsi que des opérations d'attaque et de soutien aérien aux troupes au sol.

Alors que la Chambre des Représentants se voyait une nouvelle fois impliquée dans le processus de décision d'entrée en guerre de notre pays, l'occasion a encore été manquée de donner à cette question, la place qu'elle devrait avoir : celle d'un véritable enjeu démocratique. En lieu et place, nous avons eu un débat en catimini, en pleine crise sanitaire, où se concurrençaient deux propositions de résolution qui disaient, finalement, la même chose. ce détail près que la Résolution qui a finalement été votée ne s'embarrasse même plus d'essayer de trouver une chimérique justification légale à cette nouvelle intervention.

Il aura donc fallu, pour que les représentants du peuple belge décident d'une nouvelle entrée en guerre de notre pays, compter sur les voix de l'extrême droite. Des voix nécessaires pour accepter cette nouvelle mission militaire illégale et en opposition frontale avec tout le travail politique et humanitaire réalisé par les Nations Unies ses derniers mois. Un travail qui nécessite pour réussir, comme la pourtant rappelé il y a 3 semaines la délégation diplomatique belge au Conseil de sécurité de l'ONU, un cessez-le-feu immédiat dans la région. En lieu et place, la Belgique entend à nouveau se lancer dans une aventure militaire dangereuse, à la demande et sous la direction des États-Unis qui, sous la présidence de M. Trump, mènent une politique chaotique à l'égard de la Syrie et en Irak, au mépris du droit international et des populations locales.

Le mouvement de la paix espère que cette résolution n'empêchera pas le gouvernement – d'autant plus si c'est toujours en gouvernement minoritaire en affaires courantes... – de revenir à la raison et de marquer enfin son attachement au droit international et au respect des Nations Unies dans leur travail humanitaire et pour la stabilisation et la pacification de la Syrie et de l'Irak.

Communiqué des associations Agir pour la paix, CNAPD, Intal, MCP, Pax Christi Vlaanderen, Vrede vzw
(Investig'Action)

Allemagne. Le SPD ne veut plus des armes nucléaires étasuniennes

Se désolidarisant de la doctrine offensive de Donald Trump, les sociaux-démocrates allemands plaident le refus du transport et du stationnement de ses bombes.

La direction du Parti social-démocrate (SPD) revendique la fin de la « participation » (nukleare Teilhabe) de l'Allemagne au déploiement nucléaire étasunien sur son territoire et revendique un débat au Bundestag sur cette question. Cette « participation » est établie par un dit « contrat de fonctionnement » de l'Otan qui transforme automatiquement, en cas de conflit, les avions de la Bundeswehr en porteurs des armes atomiques étasuniennes stationnés outre-Rhin. La proposition a soulevé aussitôt des réactions indignées de la CDU/CSU, troublant quelque peu l'ambiance d'« union sacrée face au coronavirus » qui semblait caractériser d'autant plus le climat politique dans le pays que la gestion des affaires relève déjà d'une « grande coalition » entre la CDU/CSU d'Angela Merkel et le SPD.

Dans le monde, près de 2 000 milliards de dollars sont dépensés pour les armes

Appuyé par les deux nouveaux coprésidents du parti, Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans, le président du groupe parlementaire SPD au Bundestag, Rolf Mützenich, apparaît comme l'un des principaux protagonistes de cette initiative. Il la justifie au vu de la nouvelle doctrine nucléaire de Donald Trump qui envisage désormais l'emploi de la bombe atomique, « non plus sur un strict plan dissuasif », mais possiblement en lien avec une intervention militaire offensive.

Répondant à une interview du quotidien berlinois *Tagesspiegel*, Mützenich s'appuie sur ce changement de donnée stratégique pour réclamer en toute logique « la fin du stationnement des armes nucléaires étasuniennes sur le sol allemand ». Élu en 2019 à la tête du groupe SPD du Bundestag, le député, qui appartient à l'aile gauche du parti, relie aussi la démarche aux enseignements qu'il conviendrait de tirer de la crise du coronavirus. « Dans le monde, pointe Mützenich, près de 2 000 milliards de dollars sont dépensés pour les armes. N'est-il pas temps d'en consacrer au moins une partie pour combattre la pandémie et reconstruire l'économie ? »

Trump insiste pour que l'Allemagne augmente son budget militaire

L'initiative a ravivé brusquement les fractures qui se dessinaient déjà avant la crise du Covid-19 au sein du pouvoir. La ministre de la Défense CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer (AKK), a choisi une orientation à l'exact opposé des demandes du SPD. Elle vient en effet de donner son accord à un très coûteux achat de 45 avions états-uniens F-18 fabriqués par Boeing, destinés à remplacer les Tornado vieillissants de la Bundeswehr, ceux-là mêmes qui sont censés transporter les bombes nucléaires états-uniennes. La démarche, qui lui a valu les félicitations du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, répond aux demandes réitérées de Trump à Berlin, à chaque réunion de l'Alliance atlantique pour que l'Allemagne augmente son budget militaire et le porte à 2 % de son PIB (contre 1,3 % aujourd'hui).

Le débat pour le désarmement est lancé

Au sein du SPD, les débats risquent également d'être houleux. Une vieille garde schröderienne, à laquelle appartiennent plusieurs poids lourds du gouvernement, dont Olaf Scholz, le ministre des Finances, et Heiko Maas, celui des Affaires étrangères, a accueilli favorablement la démarche de la ministre de la Défense, et juge « inapproprié » de se mettre ainsi en froid avec Trump, en dépit de sa nouvelle stratégie nucléaire.

Le débat n'est pas près de s'éteindre. Même si les circonstances de la pandémie peuvent sans doute permettre à la chancelière, comme à l'aile droite du SPD, d'éviter un collapse gouvernemental immédiat. Il pourrait resurgir très rapidement au sein d'un SPD dont nombre de militants n'entendent plus avaler les couleuvres de la grande coalition. En particulier quand il s'agit de cet enjeu si crucial de la lutte pour le désarmement. On comprend combien ce combat-là aurait toutes les raisons d'être positivement relayé de ce côté-ci du Rhin et plus largement en Europe.

Bruno ODENT, *L'Humanité*

<https://www.humanite.fr/Allemagne-le-spd-ne-veut-plus-des-armes-nuclea...>

URL de cet article 36122 : <https://www.legrandsoir.info/Allemagne-le-spd-ne-veut-plus-des-armes-nucleaires-etatsuniennes.html>

La grande illusion de la paix par le commerce

Au début du XXe siècle, l'écrivain Norman Angell développa une réflexion sur le caractère irrationnel d'un conflit majeur en Europe. Selon lui, l'importance des relations économiques et commerciales entre les nations du Vieux Continent devait faire obstacle à une telle éventualité. Démentie par la première guerre mondiale, sa pensée a néanmoins irrigué le pacifisme libéral et donné des arguments au néolibéralisme.

Le film *La Grande Illusion*, de Jean Renoir (1938), illustre l'absurdité des conflits meurtriers par la vie d'un camp allemand de prisonniers pendant la première guerre mondiale. Son titre était emprunté à un essai de Norman Angell ayant connu le succès avant 1914 (1). Bizarrement, la plus destructrice des guerres ne discrédita pas le livre, qui entendait démontrer le caractère irrationnel des conflits. Il fut réédité en 1933 et, couronnement de son auteur, celui-ci reçut le prix Nobel de la paix la même année – c'est-à-dire celle où Adolf Hitler prenait le pouvoir. Des critiques ironisèrent sur l'angélisme de l'auteur. Avant deux guerres mondiales, expliquer l'irrationalité de la guerre – « futile », écrivait l'essayiste britannique avec un mot qui n'a pas en anglais la légèreté du mot français, pour le vainqueur comme le vaincu – était un exercice... futile. Le livre fut oublié après 1945. Il pourrait être aujourd'hui perçu comme une anomalie sans intérêt. Il mérite pourtant mieux que la moquerie.

Angell soutenait que l'interdépendance des économies européennes interdisait une guerre catastrophique pour tous, car elle détruirait les synergies entre économies et mettrait en faillite l'économie des vainqueurs comme des vaincus. Un « *apparent paradoxe* », assumait-il immédiatement. Cette thèse marquait bien une originalité : le pacifisme d'Angell est rationaliste. Il ne disait pas, dans la foulée des pacifismes anciens, que « la guerre, c'est le mal », mais que la guerre est irrationnelle. Il ne lésinait pas sur les arguments complémentaires, comme la supériorité des petites puissances en dehors du jeu des grands équilibres internationaux, Suisse, Belgique, Pays-Bas, Suède, dont il expliquait que les ressortissants étaient plus riches que ceux des grandes puissances alors qu'ils ne disposaient pas de force militaire et n'étaient d'ailleurs pas menacés par leurs grands voisins. Les annexions n'enrichissaient pas les vainqueurs, comme l'avaient montré celles, par la Prusse, du Schleswig-Holstein en 1866 et de l'Alsace-Lorraine en 1871. Quant à la situation de son pays, le Royaume-Uni, à la tête du plus grand empire colonial, il soutenait que les membres de ce dernier n'étaient pas exploités, vu qu'ils n'étaient pas dominés, mais associés : « *Les colonies britanniques sont, en fait, des nations indépendantes en alliance avec la mère patrie (2).* »

Puissance conservatrice et pacifiste

Est-ce à dire que la guerre était devenue impossible ? Tout en le suggérant fortement, Angell n'était pas si clair. Mais, si elle survenait malgré tout, elle serait courte. Il fut massivement approuvé. D'abord par les milieux économiques intéressés, tels que l'Institut des banquiers devant qui, à Londres, il donna une conférence le 17 janvier 1912. « *Il me paraît évident que M. Norman Angell a fait la quasi-unanimité aujourd'hui (3)* », commentait le rédacteur en chef du *Financial Times*. Le succès était si large qu'il traversait classes sociales, partis politiques et pays. Jean Jaurès en témoigna à la tribune de l'Assemblée nationale dans un grand discours de politique internationale : « *Il a paru, il y a peu de temps, un livre anglais de M. Angell sur la grande illusion, qui a produit un grand effet en Angleterre. Dans les quelques jours que j'ai passés de l'autre côté du détroit, j'ai vu, dans les réunions populaires, toutes les fois qu'il était fait mention de ce livre, les applaudissements éclater, et, ayant eu l'occasion de m'entretenir avec des conservateurs et unionistes anglais, ils ont été unanimes à me déclarer : "Ce livre dit la vérité." Et que dit-il, messieurs ? Il dit qu'aujourd'hui, avec l'internationalisme croissant des affaires, les intérêts de tous les peuples sont à ce point enchevêtrés qu'un désastre de l'un est un désastre pour tous (4).* » Une thèse applaudie par « *l'extrême gauche et divers bancs de la gauche* », selon le *Journal officiel*. On mesure encore son écho au nombre de traductions rapidement publiées en français, allemand, russe, italien, espagnol, polonais et japonais.

La Grande Illusion avait de quoi séduire beaucoup de lecteurs en ce début de XXe siècle troublé par les rivalités internationales des petites et grandes puissances. Même au Royaume-Uni, à l'apogée de l'Empire. Celui-ci venait d'effectuer sa dernière extension avec la guerre des Boers, où Londres souleva l'hostilité de toute l'Europe pour s'être attaqué à une population blanche elle-même colonisatrice. La puissance britannique trahissait des signes de déclin, peinant par exemple à défendre les marches orientales de son empire. Sa domination économique était déjà contestée par les États-Unis, désormais première puissance industrielle

mondiale, et plus gravement par l'Allemagne, qui, depuis l'avènement de Guillaume II, affichait les ambitions planétaires de la *Weltpolitik*. La menace apparaissait sous un jour pressant avec le programme de construction navale lancé par l'amiral Alfred von Tirpitz, compris comme un défi à la suprématie maritime britannique. Quoi de plus rassurant, dans un pays au faite de sa puissance mais au seuil de son déclin, fier mais dans le doute, que de répéter que l'agression militaire ne fait rien gagner et n'a donc aucun objet ?

Quelques années avaient suffi pour que le Royaume-Uni se transforme en puissance conservatrice et pacifiste face à une menace pour le statu quo. Au point de nouer prudemment des alliances continentales, non sans tergiverser sur la portée de l'Entente cordiale avec la France, en peinant à vaincre ses préventions à l'égard de la Russie tsariste. Mais il ne suffisait pas de se rassurer, il fallait aussi convaincre l'ennemi potentiel que la guerre n'était pas dans son intérêt. *La Grande Illusion* s'adressait d'abord aux Allemands, non pas pour leur dire qu'ils ne gagneraient pas la guerre, mais pour leur faire comprendre que même une victoire ne leur rapporterait rien.

La politique du secrétaire au Foreign Office lord Edward Grey a paru ambiguë jusqu'aux derniers jours précédant l'entrée en guerre de 1914. Le gouvernement allemand a pu croire jusqu'au bout à la non-intervention anglaise, d'où l'étonnement amer du chancelier Theobald von Bethmann Hollweg – « *pour un chiffon de papier !* » – quand les Britanniques déclarèrent la guerre au nom de la neutralité belge violée. La modération persistante de Grey, probablement plus provoquée par les dissensions internes que par ses propres doutes, n'avait-elle pas été interprétée comme un signe de faiblesse par les Allemands (5) ? À en juger par le succès de *La Grande Illusion*, la diplomatie allemande pouvait estimer que l'opinion publique britannique était hostile à s'engager dans une guerre continentale.

The Great Illusion aurait dû être oublié avec la première guerre mondiale. Le titre n'était plus guère cité. Pourtant, l'hécatombe avait donné une nouvelle vigueur au pacifisme. « Plus jamais ! » ou la « der des der ! », lançaient les pacifistes sur des fondements moraux. Une condamnation rationaliste de la guerre pouvait-elle être ignorée longtemps ? Et puis Angell avait entraîné beaucoup de monde dans son sillage. Au Royaume-Uni, sa thèse avait nourri une orientation politique qu'on pourrait qualifier de « pacifisme libéral », amenant les élites britanniques, milieux d'affaires et universitaires, à se prononcer contre l'entrée en guerre de 1914 et la conscription de 1916. Elle a inspiré ensuite l'opposition aux réparations qui, dans les négociations de Versailles, fut portée par John Maynard Keynes, puis le pamphlet de ce dernier, en 1919, *Les Conséquences économiques de la paix* (6).

L'avènement du nazisme en Allemagne porterait-il le coup de grâce ? On sourirait presque à l'idée farfelue d'un Angell tentant de convaincre Hitler que la guerre est « futile ». Entre-temps, l'essayiste était devenu député travailliste le temps d'un mandat, anobli et Prix Nobel de la paix. Les raisons de ce succès insensé étaient-elles les mêmes qu'avant 1914 ? Assurément, le livre servait à conjurer la menace que les discours de Hitler faisaient planer sur le monde. Dès lors, *The Great Illusion* inspira la politique d'*appeasement* menée par le gouvernement britannique jusqu'en 1938, accords de Munich compris. Un tragique exemple de vœu pieux postulant que Hitler deviendrait raisonnable quand on aurait satisfait ses exigences. L'illusion, ce fut la paix.

Angell écrivait en essayiste peu soucieux de citer ses références, [...] ne faisait aucune allusion à l'ouvrage de John Hobson – qu'il connaissait – sur l'impérialisme publié en 1902, pacifiste mais conscient des potentialités agressives du capitalisme. S'en inspirant, Lénine opposa la thèse radicale et autrement réaliste du véritable fauteur de guerre : un impérialisme « *stade suprême du capitalisme monopoliste* ». Plus tard, le nouveau conflit mondial, les conflits coloniaux et révolutionnaires ne laissèrent plus guère de chance à Angell. Sa thèse survécut toutefois dans une relative discrétion, expliquant rétrospectivement une partie de sa force originelle. Elle déclinait en effet le libéralisme du « doux commerce » qui avait irrigué la pensée européenne depuis Charles de Montesquieu, lequel, dans *L'Esprit des lois*, écrivait : « *Le commerce guérit des préjugés destructeurs ; et c'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces* » (XX, 1). La postérité de cette vision fut assurée au siècle suivant par les penseurs libéraux.

La thèse du doux commerce serait donc passée aux poubelles de l'histoire à la suite de deux conflits mondiaux : « *Elle ne nous paraît pas mériter d'être prise au sérieux* », écrit Albert O. Hirschman (7), qui n'y voyait qu'un « *épisode de l'histoire de la pensée* ». Mais l'enterrement était prématuré. Dans sa *Théorie générale* (1936), Keynes n'avait pas renoncé lui-même au pacifisme libéral, puisqu'il postulait que le retour au plein-emploi excluait l'impérialisme agressif de pays protectionnistes en quête de débouchés extérieurs. Plus récemment, dans les années 1970 et 1980, le triomphe du néolibéralisme s'est confondu avec la célébration du commerce pacificateur associé au succès de la démocratie libérale. Une profession de foi adoptée largement par des dirigeants politiques, comme le président américain William Clinton : « *Ainsi que l'ont révélé les philosophes, de Thucydide à Adam Smith, les habitudes du commerce contredisent celles de la guerre* » (8). Appuyée sur une

référence douteuse – l'historien grec est le premier à attribuer une guerre à une cause humaine et, en l'occurrence, à un impérialisme (athénien) ; quant à Adam Smith, la politique restait pour lui le domaine de « *la folie des hommes* » –, cette croyance a conduit les États-Unis à ouvrir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la Chine en pariant sur la pacification de son rival idéologique.

En somme, des formules comme la « fin de l'histoire » et la « mondialisation heureuse » ont rajeuni le « doux commerce ». Certes, la guerre n'y occupe plus une place très visible. Comme si la question ne se posait plus, effacée par les effets bénéfiques de la mondialisation des marchés : disparition des frontières, amélioration des niveaux de vie, limitation de l'État. Nous ne sommes plus tout à fait dans cette situation, semble-t-il.

Alain GARRIGOU, professeur émérite de science politique à l'université de Paris-Nanterre (Monde diplomatique)

(1) Norman Angell, *The Great Illusion*, Cosimo, New York, 2007. / (2) *Ibid.* / (3) Cité par John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, coll. « Tempus », Paris, 2007. / (4) « Débats parlementaires », *Journal officiel*, Paris, 14 janvier 1911. / (5) Cf. Glenn Snyder, « Prisoner's dilemma and chicken models in international politics », *International Studies Quarterly*, vol. 15, n° 1, Oxford, 1971. / (6) Lire Alain Garrigou et Jean-Paul Guichard, « Keynes et le prix de la paix », *Le Monde diplomatique*, juillet 2019. / (7) Albert O. Hirschman, *Les Passions et les Intérêts*, Presses universitaires de France, Paris, 1978. / (8) Cité par Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Agone, Marseille, 2012.

Pandémie de la dépense militaire (II Manifesto)



Chaque minute sont dépensés dans le monde environ 4 millions de dollars à des fins militaires. C'est ce qu'indiquent les dernières estimations du Sipri : en 2019 la dépense militaire mondiale a presque atteint les 2 000 milliards de dollars, le plus haut niveau depuis 1988 en net d'inflation. Ceci signifie qu'aujourd'hui on dépense en armes, armées et guerres plus que ce que l'on dépensait dans la dernière phase de l'affrontement entre EU et URSS et leurs alliances respectives.

La dépense militaire mondiale est en train d'accélérer : en une année elle a augmenté de 3,6% en termes réels. Elle est entraînée par la

dépense militaire étasunienne qui, avec une augmentation de 5,3% en une année, est montée en 2019 à 732 milliards. Ce chiffre représente le budget du Pentagone, comprenant les opérations de guerre.

S'y ajoutent d'autres postes de caractère militaire. Le Département pour les affaires des anciens combattants, qui s'occupe des militaires à la retraite, a un budget annuel de 217 milliards, en augmentation continue. La Communauté du renseignement, composée de 17 agences, déclare plus de 80 milliards annuels, qui ne sont que la pointe de l'iceberg de la dépense réelle pour des opérations secrètes. Le Département pour la sécurité de la patrie a une dépense annuelle de plus de 70 milliards. Le Département de l'Énergie dépense en une année environ 24 milliards pour entretenir et moderniser l'arsenal nucléaire.

En tenant compte de ces postes, et d'autres encore, la dépense réelle des États-Unis dépasse déjà les 1 000 milliards de dollars annuels. Celle de l'OTAN, estimée par le Sipri à 1 035 milliards en 2019, est donc en réalité beaucoup plus haute.

La dépense militaire de la Russie, 65 milliards en 2019, est 11 fois moins importante que celle des EU et 16 fois moins que celle de l'OTAN. La dépense militaire de la Chine est estimée par le Sipri à 261 milliards, environ un tiers de celle des EU, même si le chiffre officiel fourni par Pékin est d'environ 180.

Parmi les pays européens de l'OTAN sont en tête la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni avec environ 50 milliards chacun.

La dépense militaire italienne, au 12ème rang mondial, est estimée par le Sipri à 26,8 milliards de dollars en 2019. Ainsi se trouve substantiellement confirmé que la dépense militaire italienne, qui a augmenté de plus de 6% par rapport à 2019, dépasse les 26 milliards d'euros sur une base annuelle, équivalents à une moyenne

de 72 millions d'euros par jour. Sur la base de l'engagement pris dans l'OTAN, elle devra continuer à croître jusqu'à atteindre une moyenne d'environ 100 millions d'euros par jour.

Les États-Unis, a annoncé le secrétaire d'état Mike Pompeo, ont demandé aux Alliés d'allouer 400 milliards de dollars de plus pour accroître la dépense militaire de l'OTAN. L'Italie, à l'intérieur de l'Alliance sous commandement EU, est attelée à des mécanismes automatiques de dépense. Par exemple, elle fait partie de la « Land Battle Decisive Munitions Initiative » pour l'acquisition de munitions de plus en plus sophistiquées et coûteuses (missiles, fusées, projectiles d'artillerie) pour les forces terrestres. Elle fait partie avec les États-Unis, la France et le Royaume-Uni du groupe qui, sur la base d'un accord conclu en février dernier, fournira avec ses propres satellites militaires des « capacités spatiales » à l'OTAN dans une vaste gamme d'activités. L'Italie entre ainsi complètement dans le nouveau programme militaire spatial de l'OTAN, préparé par le Pentagone, et par de très restreints sommets militaires européens avec les plus grandes industries aérospatiales, dans le sillage du nouveau Commandement spatial créé par les États-Unis pour « défendre les intérêts américains vitaux dans l'espace, prochain champ de bataille de la guerre ».

Tout ceci comporte plus de dépenses militaires avec de l'argent public, alors que d'énormes ressources sont nécessaires pour faire face aux conséquences socio-économiques de la crise du coronavirus, notamment l'augmentation du chômage. Mais une entreprise recrute : l'OTAN, qui le 29 avril a lancé « un programme novateur pour embaucher de jeunes professionnels », auxquels elle promet un « salaire compétitif » et des possibilités de carrière en tant que « futurs leaders et influenceurs ».

Manlio DINUCCI (il manifesto)

Source : Marie-Ange Patrizio

URL de cet article 36131 : <https://www.legrandsoir.info/pandemie-de-la-depense-militaire-il-manifesto.html>

Un rapport souligne le lien direct entre le changement climatique et le militarisme



La crise du coronavirus a entraîné une réduction de la consommation des combustibles fossiles, pour le plus grand bonheur des militants écologistes. Mais la trêve ne sera que de courte durée si nous ne commençons pas dès maintenant à construire un nouveau type d'économie. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle étude tombe à pic pour souligner le lien étroit entre le militarisme et le réchauffement climatique.

Alors que le mouvement antiguerre a été réduit à peau de chagrin ces dernières années, l'étude démontre pourquoi il est nécessaire de s'opposer aux bombes pour sauver la planète. (IGA)

Suite au déclenchement de la pandémie de COVID-19, on a constaté une réduction de la consommation de combustibles fossiles en raison des fermetures d'entreprises et du déclin de l'activité industrielle. Certains militants contre le changement climatique ont vu dans cette situation le point positif de la crise actuelle. Cependant, cela ne durera pas si nous ne commençons pas à construire une nouvelle économie non extractive et non militariste.

Une nouvelle étude intitulée « Pas de réchauffement, pas de guerre : comment le militarisme alimente la crise climatique et vice versa » souligne les liens directs entre une économie extractive, l'armée et la détérioration croissante du climat. Le rapport a été préparé par Lorah Steichen et Lindsay Koshgarian et publié par le National Priorities Project de l'Institute of Policy Studies aux États-Unis.

Le retrait américain des négociations internationales sur le climat sous le gouvernement Trump et le fait qu'ils traitent l'urgence climatique comme n'importe quelle autre question de sécurité nationale ont détourné l'attention et les ressources des tentatives pour atténuer urgemment le réchauffement climatique aux États-Unis.

Le rapport critique l'approche dite du « canot de sauvetage armé » selon laquelle la militarisation croissante est la solution aux problèmes causés par le changement climatique. « Les vraies solutions au problème du climat doivent être centrées sur l'antimilitarisme », souligne le rapport.

Selon ses auteurs, notre « normalité » d'avant le COVID-19 était définie par un capitalisme sans entraves qui s'épanouissait sur fond de dévastation de la planète, de perte de valeur de la vie humaine et l'utilisation de la force militaire pour perpétuer les deux. Les États-Unis ont utilisé leur puissance militaire pour s'emparer des ressources pétrolières mondiales par la guerre et la suppression par la force de groupes dissidents tels que les populations indigènes.

L'économie extractive est basée sur la discrimination raciale, alors qu'il est acceptable de tuer d'autres personnes pour s'emparer de leurs ressources afin de maintenir le niveau de vie des riches.

Le fait que près de la moitié des guerres entre États menées depuis 1973 soient liées au pétrole en dit long, selon l'étude, qui souligne la nécessité de passer d'une culture de la guerre à une culture de l'attention.

Le militarisme croissant et l'économie extractive ne font pas que tuer des gens ; ils nuisent aussi à l'environnement, mettant en danger l'avenir de l'humanité. Il existe de nombreuses études sur le rôle de l'économie extractive dans le changement climatique. Cependant, nous négligeons souvent le fait que l'armée, qui est utilisée pour protéger ces industries polluantes, est elle-même l'un des plus grands pollueurs, affirment les auteurs de l'étude.

Toujours selon l'étude, le Pentagone est le plus grand consommateur institutionnel de pétrole au monde. Avec plus de 800 bases dans plus de 90 pays, une force de plus de 2 millions de personnes et un budget annuel de plus de 700 milliards de dollars, l'armée américaine produit chaque année 59 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre, soit plus que ce que produisent des pays industrialisés comme le Portugal ou la Suède.

Selon l'étude, un Stratocruiser B-52 consomme autant de pétrole en une heure qu'une voiture moyenne en sept ans.

Par conséquent, le militarisme et le changement climatique sont fondamentalement contradictoires, conclut l'étude. L'approche militariste ne peut pas faire face au changement climatique, car elle en est la cause. L'approche sécuritaire de l'atténuation du changement climatique est raciste et classiste parce qu'elle est conçue en fonction des intérêts des riches et exclut les populations noires, brunes et indigènes, ainsi que les pauvres.

L'étude indique que le monde plongé dans le changement climatique connaîtra davantage de migrations transfrontalières lorsque les pays pauvres seront confrontés à la perte de leurs ressources naturelles et de leur agriculture. L'approche sécuritaire entraînera une plus grande militarisation. Nous assistons déjà à la militarisation croissante des frontières dans le monde entier. Aux États-Unis, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) a poursuivi ses raids,

La démilitarisation et l'action simultanée en faveur d'une société juste sur le plan climatique nécessitent au contraire de concentrer l'attention et les ressources sur le développement d'une économie verte. Selon l'étude, si nous réaffectons en ce sens le budget militaire des États-Unis, nous pouvons créer 40 % d'emplois en plus, mieux payés et de plus grande qualité. Bref, « améliorer l'efficacité énergétique crée près de deux fois plus d'emplois ».

En 2020, le budget militaire était 272 fois plus élevé que le budget fédéral destiné à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. « Par rapport aux 6,4 milliards de dollars dépensés pour la guerre au cours des deux dernières décennies, le coût du passage du réseau électrique américain à une énergie 100 % renouvelable est estimé à 4,5 milliards de dollars ».

Le rapport souligne que la crise actuelle démontre la nécessité de passer d'une économie « de la banque et du blindé » à une économie fondée sur « la coopération et l'attention ». « Nous avons assez pour vivre bien, sans vivre mieux aux dépens des autres », affirme l'étude.

Source originale: People Dispatch
Traduit par Diane Gilliard pour Investig'Action

Manœuvres stratégiques derrière la crise du Coronavirus

Tandis que la crise du Coronavirus paralyse des sociétés entières, de puissantes forces sont à l'oeuvre pour tirer l'avantage maximal de la situation. Le 27 mars l'OTAN sous commandement étasunien s'est élargie de 29 à 30 membres, en englobant la Macédoine du Nord. Le jour suivant – alors que se poursuivait l'exercice étasunien « Défenseur de l'Europe 2020 », avec moins de soldats mais plus de bombardiers nucléaires – a commencé en Écosse l'exercice aéronaval OTAN Joint Warrior avec des forces EU, britanniques, allemandes et autres, qui durera jusqu'au 10 avril y compris avec des opérations terrestres.

En attendant, les pays européens de l'OTAN sont avertis par Washington que, malgré les pertes économiques provoquées par le Coronavirus, ils doivent continuer à augmenter leurs budgets militaires pour « conserver la capacité de se défendre », évidemment de l' « agression russe ».

À la Conférence de Munich, le 15 février, le secrétaire d'état Mike Pompeo a annoncé que les États-Unis ont sollicité les alliés à déboursier 400 milliards de dollars de plus pour augmenter la dépense militaire de l'OTAN, qui dépasse déjà amplement les 1 000 milliards annuels. L'Italie doit ainsi augmenter sa propre défense militaire, qui se monte déjà à plus de 26 milliards d'euros annuels, c'est-à-dire plus que le Parlement n'a autorisé à déboursier ponctuellement pour l'urgence Coronavirus (25 milliards).

L'OTAN gagne ainsi du terrain dans une Europe largement paralysée par le virus, où les EU, aujourd'hui plus que jamais, peuvent faire ce qu'ils veulent. À la Conférence de Munich Mike Pompeo a violemment attaqué non seulement la Russie mais aussi la Chine, en l'accusant d'utiliser Huawei et d'autres compagnies comme « cheval de Troie de l'intelligence », c'est-à-dire comme outils d'espionnage. Ce faisant, les États-Unis accroissent leur pression sur les pays européens pour qu'ils rompent aussi les accords économiques avec Russie et Chine et renforcent les sanctions contre la Russie.

Que devrait faire l'Italie, si elle avait un gouvernement qui veuille défendre nos réels intérêts nationaux ?

Elle devrait avant tout refuser d'augmenter notre dépense militaire, artificiellement gonflée avec la fake news de l' « agression russe », et la soumettre à une révision radicale pour réduire le gaspillage d'argent public dans des systèmes d'arme comme le chasseur USA F-35. Elle devrait immédiatement supprimer les sanctions contre la Russie, en développant au maximum l'échange avec elle. Elle devrait adhérer à la requête – présentée le 26 mars à l'ONU par la Chine, la Russie, l'Iran, la Syrie, le Venezuela, le Nicaragua, Cuba et la Corée du Nord – que les Nations Unies fassent pression sur Washington pour abolir toutes les sanctions, particulièrement nocives au moment où les pays qui les subissent sont touchés par le Coronavirus. De l'abolition des sanctions contre l'Iran dériveraient aussi des avantages économiques pour l'Italie, dont les échanges avec ce pays ont été pratiquement bloqués par les sanctions étasuniennes. Ces mesures et d'autres donneraient de l'oxygène surtout aux petites et moyennes entreprises étouffées par la fermeture forcée, rendraient disponibles des fonds à destiner pour l'urgence, en faveur surtout des couches les plus défavorisées, sans pour cela s'endetter.

Le plus grand risque est celui de sortir de la crise en ayant au cou le noeud coulant d'une dette extérieure qui pourrait réduire l'Italie aux conditions de la Grèce. Plus puissantes que les forces militaires, et qui ont aussi en main les leviers décisionnels du complexe militaro-industriel, sont les forces de la grande finance internationale, qui sont en train d'utiliser le Coronavirus pour une offensive à l'échelle mondiale avec les armes les plus sophistiquées de la spéculation. Ce sont elles qui peuvent porter à la ruine des millions de petits épargnants, et qui peuvent utiliser la dette pour s'appropriier des secteurs économiques entiers.

Dans cette situation décisif est l'exercice de la souveraineté nationale, pas celle de la rhétorique politique mais celle, réelle, qui, garantit notre Constitution, appartient au peuple.

Manlio DINUCCI

Édition de mardi 31 mars 2020 de il manifesto

Source : Marie-Ange Patrizio

URL de cet article 35940 : <https://www.legrandsoir.info/manoeuvres-strategiques-derriere-la-crise-du-coronavirus.html>